

Les troubleurs de somnolences...

On connaît l'histoire du célèbre bandit américain Al-Capone qui a volé, assassiné, sans jamais se faire attraper, mais qui est tombé et a été condamné pour une histoire de fraude fiscale. Les Américains aiment bien expliquer ce phénomène par la singularité du système judiciaire américain qui offre des protections, généralement inviolables aux citoyens. Chez nous, il y a l'adage bien connu qui veut que tout prévenu soit coupable jusqu'à ce qu'il ait prouvé son innocence. Cette règle non écrite est assez bien respectée, mais elle peut être appliquée au cas par cas, et ne pas tenir compte de la gravité du crime, pour le sanctionner éventuellement en conséquence. Très pratique, nous avons aussi mis en application cet autre proverbe : qui vole un œuf paie un bœuf, qui vole un bœuf paie un œuf, version remaniée du «qui vole un œuf, vole un bœuf», par trop rigide. Là aussi, nous avons une idée arrêtée sur la rigidité, pour autant qu'elle ne nous gêne pas aux entournures, et qu'elle s'impose au voisin comme une camisole. Ainsi, on ne demandera jamais audit voisin d'où lui est venue cette soudaine richesse qui lui permet de rouler en limousine, mais on froncera les sourcils s'il ne se gare pas en double file, pour répondre à l'appel à la prière.

Tenez, on fermera les yeux à la rigueur, si vous n'êtes pas un musulman visible et audible, mais gare à vous, si jamais vous contredisez le discours dominant de nos trottoirs disloqués.

Si vous voulez passer pour ce que vous n'êtes pas, c'est-à-dire un croyant engagé dans la vraie foi, la voie rectiligne sans virages ni dos-d'âne, glorifiez Mu'awya⁽¹⁾ et maudissez les «égars» chiïtes. A ce titre, gardez-vous de prendre la défense des Yéménites bombardés par la coalition arabe saoudienne et d'objecter timidement que les chiïtes sont aussi des musulmans. Il vous en cuira, et vous risquerez plus encore si par malheur,

ce qu'à Dieu ne plaise, vous annoncez comme on confesse un crime abominable, votre conversion au chiïsme. Encore faut-il en avoir le courage dans un pays où des officiels dénoncent le loup wahhabite, alors qu'il se vautre dans nos bergeries et dicte sa loi à nos pâtres, subjugués, ou exécutants zélés. Pour avoir ignoré que l'adversaire du moment, l'ennemi à abattre de la saison de chasse, c'est le chiïsme, une journaliste algérienne a fait passer des frissons dans nos dos prosternés. Des millions d'internautes effarés ont ainsi vu et entendu Samira Mouaki, journaliste algérienne, ex-envoyée spéciale d'un quotidien arabophone très engagé, proclamer qu'elle était chiïte. Epouvantable !

Samira Mouaki, munie d'un ordre de mission en bonne et due forme du quotidien *Al-Chourouq*, était partie en Irak pour couvrir la guerre contre Daesh et redorer ainsi le blason de son journal. En tant que reporter de guerre, elle a donc suivi le corps expéditionnaire irakien, chargé de la reconquête de la ville de Mossoul, occupée depuis 2014 par le califat intégriste. Seulement, elle semble s'être égarée en chemin et s'être passionnée pour les exploits d'un corps de bataille, formé par une milice chiïte «La mobilisation populaire». Elle a donc rompu les amarres, et démissionné il y a quelques mois de son journal, pour continuer à travailler pour la télévision chiïte et suivre les combats pour la libération de Mossoul. Touchée à la tête par la balle d'un sniper, Samira est restée quelques jours dans le coma avant d'en émerger, pour replonger cette fois-ci dans un autre cauchemar, suivi en direct par les réseaux sociaux. D'abord émus et compatissants, les Algériens, viscéralement patriotes et mortellement sunnites, ont appris avec stupeur que leur héroïne les avait trahis. Elle est apparue, en effet, dans une vidéo, pour dire qu'elle était chiïte, irakienne, et pour mieux valider son ticket, elle a affirmé qu'elle n'était autre que la descendante de l'imam Hussein. Rien que ça !

Cette profession foi-abjuration, pour laquelle tout l'Irak chiïte s'est mobilisé et qui a été relayée par tous les réseaux sociaux, a fait l'effet d'un séis-

me jusque dans les hautes sphères du pouvoir. Le journal *Al-Chourouq* avec lequel Samira n'avait pourtant plus de relations contractuelles a eu beau jeu de crier à la prise d'otage et de dénoncer une exploitation médiatique, qui ne lui aurait pas déplu dans un autre contexte. Finalement, tout est rentré dans l'ordre, Samira Mouaki a présenté ses excuses au peuple algérien pour lui avoir occasionné une si terrible frayeur. De nos jours, et compte tenu de nos liens indéfectibles et révérencieux, avec le royaume wahhabite, faire état de sa conversion publique ou de son appartenance au chiïsme est un acte de haute trahison. Mais à peine a-t-on étouffé le brasier Mouaki, qu'un autre incendie s'est allumé sur les réseaux sociaux et dans les médias avec l'affaire Anouar Rahmani. Ce jeune écrivain arabophone avait publié l'année dernière un roman en ligne «La ville des ombres blanches» dans lequel il montrait un dialogue entre le héros et un vagabond qui se prenait pour Dieu. La semaine dernière, il a été convoqué par la police et soumis à un interrogatoire en règle, où il a été question principalement de ses croyances religieuses et de l'observance des obligations de l'Islam.

Sur sa page Facebook, il donne quelques détails, plutôt sujets à dérision, mais tout aussi inquiétants, sur la teneur de cet interrogatoire, mené par ailleurs sans excès quelconques, comme il le souligne. Anouar Rahmani relève d'abord qu'il a été convoqué et interrogé par la section des délits de la police judiciaire. Ce qui signifie, dit-il, que «ceux qui m'ont interrogé ont l'habitude d'interroger des assassins, de grands voleurs, des faux monnayeurs et des trafiquants de drogue. Ainsi, chers amis, cela veut dire que l'écriture et la libre pensée sont désormais assimilables au délit de meurtre dans ce pays, ce qui est incroyable». Concernant l'accusation d'atteinte à l'image divine, l'écrivain a une réponse appropriée : «Moi, un être humain, je suis un accusé et un délinquant, et la victime est Dieu. Qui porte donc atteinte à Dieu, dans ce cas, la loi ou moi ? Ce que je sais de l'Islam, c'est que l'Islam est arrivé pour supprimer les intermédiaires entre Dieu et l'homme.



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

Pourquoi la loi voudrait-elle s'ériger en intermédiaire entre l'homme et son Dieu ? En novembre dernier, le jeune écrivain avait publié dans le quotidien *El-Watan* une chronique intitulée «Hogra au nom de l'Islam», dans laquelle il critiquait la répression contre la secte Al-Ahmadya⁽²⁾. C'est sans doute à cette initiative, courageuse et trop rare, qu'il doit ses ennuis actuels. Samira et Anouar, pourquoi venez-vous troubler les certitudes tranquilles, et faire sursauter les piétés somnolentes ?

A. H.

(1) Mu'awya, premier putschiste de l'Islam, fondateur de l'empire omeyyade, connaît un retour en grâce inespéré dans nos quartiers et nos mosquées, en toile de fond de la confrontation irano-saoudienne, qui rythme notre vie religieuse.

(2) Etonnant : le ministre des Affaires religieuses, réputé plutôt libéral, justifie les poursuites contre la secte Al-Ahmadya qui compterait 10 millions d'adeptes dans le monde, par une fatwa de 1970. Devra-t-on s'attendre, avec cette logique, à voir des gens poursuivis pour infraction à une fatwa de cheikh Hamani, voire d'Ibn-Albaz ?

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



Fermeture généralisée !

Pour cause du brouillard, un avion d'Air Algérie arrive...

... à l'heure !

Jusque-là, je connaissais le phénomène des routes fermées, coupées pour cause de colère. Ou encore les APC fermées, portes soudées pour la même cause ou des causes cousines. Les usines bloquées elles aussi pour un tas de revendications brûlant en tas, à l'entrée en attendant quelques soubresauts syndicaux ou une vente au dinar symbolique. Jusque-là. Il me faut à présent rajouter à cette panoplie déjà fort riche un nouveau mode de fermeture. A Batna, des cadres et militants, mécontents de la manière dont les affaires du parti notamment les affaires électorales se mènent, ont carrément fermé le siège local du RND ! Comment peut-on fermer les portes d'une entité dont l'essence même, la vocation et la philosophie consistent, au contraire, en une ouverture permanente sur la société ? Je ne le sais pas. Et j'ai peur de le savoir. Parce que si je commence à vouloir le savoir coûte que coûte, je vais alors entrer dans «Zenket Lah'bel», la ruelle de la folie ! Avec toutes les images et accessoires qui vont avec. La

porte blindée dont on change la serrure ou que l'on soude. Les fenêtres dont le barreaudage est arraché. Le barbelé au-dessus du mur pour empêcher les «escalades amoureuses». Et tout un «trousseau DZ» qui nous détermine depuis un bon moment déjà. Notre griffe ! Une sorte de signature de la colère vraie ou feinte. Nous fermons au moindre froncement de sourcils. NOUS FERMONS ! Notre rapport à l'espace de vie, à la sphère partagée est incestueux. Comme nous tournons le dos à la mer lorsque nous construisons, de la même manière, nous fermons une APC censée être ouverte aux attentes. Comme nous soudons une porte destinée en théorie à donner accès et sortie dans un mouvement perpétuel, nous coupons aussi nos routes et autoroutes les transformant en impasses. Nous avons un problème maladif à l'espace ! Et maintenant, avec cette histoire de siège de parti fermé à Batna, nous épaississons ce problème en fermant l'entrée à un endroit où se discutent en théorie les malaises de la société. Arrivé là, c'est aussi l'heure pour moi de fermer cette chronique, de couper court, de souder la fin en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.